

L'industrie automobile allemande table sur une levée de la fin du thermique en 2035

Cécile Boutelet

Mercedes et BMW réclament des aménagements de la réglementation européenne

BERLIN - correspondance

La petite musique qui montait depuis des mois dans les milieux automobiles allemands s'est transformée en symphonie très orchestrée. Tour à tour, le patron du constructeur BMW, Oliver Zipse, et celui de Mercedes, Ola Källenius, ont remis en cause les réglementations européennes sur le moteur thermique. La plus importante prévoit que, à partir de 2035, aucune nouvelle voiture émettant du CO₂ en fonctionnement ne pourra être immatriculée.

Dans une tribune publiée par le magazine *The Economist* mercredi 16 juillet, Olaf Källenius estime que le plan de l'Europe pour l'industrie automobile « doit dépasser l'idéalisme pour reconnaître les réalités industrielles et géopolitiques ». Critiquant les sanctions décidées par l'Union européenne en cas de dépassement des limites d'émissions de CO₂, il appelle à donner aux constructeurs de la « flexibilité » et une ouverture à toutes les « technologies contribuant à la décarbonation », plaidant pour les moteurs hybrides, les prolongateurs d'autonomie (un petit moteur thermique permettant de recharger les batteries), les « véhicules à moteur à combustion interne très efficaces » et les « carburants décarbonés », reconnaissant que « les entreprises asiatiques dominent la technologie des batteries et la production ».

Son homologue, le patron de BMW, très critique sur l'interdiction du moteur à explosion et favorable à une « ouverture technologique », s'est montré plus direct. Lors d'une conférence du constructeur, le 11 juillet, il a qualifié la politique européenne sur la décarbonation de l'automobile de « désastre complet », estimant que l'interdiction des véhicules thermiques « ne détruit pas seulement l'industrie, mais aussi la possibilité d'être innovant » car les constructeurs « arrêtent d'investir ».

Des sanctions repoussées

M. Zipse a appelé à une réforme complète du système, estimant qu'il devrait à l'avenir prendre en compte non plus les émissions à la sortie du pot d'échappement, mais considérer l'ensemble du cycle de vie des véhicules : matières premières, production, recyclage. Il a plaidé en faveur des carburants alternatifs pour la flotte existante, et pense qu'une réforme de la réglementation interviendra « dans les trois années à venir ».

Seul Oliver Blume, le patron de Volkswagen, manquait à ce tir groupé du lobby de l'automobile allemande. Peut-être car la marque a repris des couleurs dans la course à l'électrique. Au premier semestre 2025, ses ventes de véhicules à batterie ont progressé de 47 %, profitant d'un rebond marqué en Europe. Avec 28 % de parts de marché en Europe, il consolide sa position de leader de l'électrique, laissant Tesla, en chute libre, loin derrière lui. Mais le silence du constructeur tient probablement aussi au discours de ces dernières années en faveur du « tout batteries ». Son plan 2023-2027 prévoit de consacrer 70 % de ses 180 milliards d'euros d'investissements au véhicule électrique.

Pour Ferdinand Dudenhöffer, directeur du centre de recherche automobile de Bochum (CAR), toute l'industrie table désormais sur le recul de l'UE concernant l'interdiction du moteur thermique en 2035. « Ce genre de revirement est toujours dommageable, parce qu'il remet en cause une stratégie de long terme, sur laquelle les acteurs ont construit une planification. » Au printemps, Bruxelles a déjà annoncé que les sanctions prévues à partir de 2025 en cas de dépassement des émissions des flottes des constructeurs seraient « repoussées » à 2027.

Les constructeurs avancent que les conditions de marché ont changé. Les Etats-Unis, dont l'industrie pensait, il y a encore deux ans, que le passage au véhicule électrique se ferait rapidement, semblent rester fidèles à l'essence et au diesel. La Chine, qui produit ses propres véhicules, a elle-même adopté une position relativement ouverte sur les technologies alternatives comme l'hybride. Enfin, le marché européen, devenu très faible, ne peut suffire à rentabiliser une production 100 % électrique, si elle n'est pas vendue suffisamment ailleurs.

Le tournant qui se dessine peut-il constituer un coup d'arrêt au développement du véhicule électrique, et donc à la décarbonation du transport individuel en Europe ? Pour M. Dudenhöffer, les investissements consentis par les constructeurs, notamment pour se maintenir sur le marché chinois, devraient porter leurs fruits. « *Selon nos calculs, les coûts pour le client d'un véhicule électrique seront inférieurs à ceux d'un thermique avant 2030. Le différentiel de prix entre les deux est en train de se réduire* », poursuit l'expert.

En Allemagne, premier marché européen, essentiel pour les véhicules haut de gamme en raison d'un régime fiscal favorable, les ventes d'électriques devraient poursuivre leur progression amorcée début 2025. Le nouveau gouvernement a annoncé une relance des primes à l'achat qui avaient été suspendues fin 2023, provoquant une baisse brutale d'un marché alors en plein essor.

L'Europe sous la menace de deux guerres commerciales

Virginie Malingre

Alors que les Etats-Unis de Donald Trump parlent d'augmenter encore les droits de douane, les conflits avec la Chine se multiplient

BRUXELLES - bureau européen

Entre deux guerres commerciales potentielles, l'Union européenne (UE) peine à trouver une voie de passage. D'un côté, les Etats-Unis surtaxent ses exportations et la menacent de nouveaux droits de douane. De l'autre, la Chine multiplie les barrières à l'entrée sur son marché, tout en se faisant de plus en plus offensive. Le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic, est rentré de Washington vendredi 18 juillet, après y avoir rencontré le secrétaire au commerce, Howard Lutnick, le représentant au commerce, Jamieson Greer, et Kevin Hassett, le conseiller économique de M. Trump. Mais ce nouveau déplacement n'a pas permis aux négociations d'avancer.

Depuis son retour à la Maison Blanche, M. Trump a augmenté les droits de douane de 25 % sur les voitures et de 50 % sur l'acier et l'aluminium. Il a introduit des surtaxes de 10 % sur un large éventail de produits qu'ils pourraient remonter à 30 % vendredi 1^{er} août si aucun accord n'est trouvé, et prévient qu'il pourrait s'en prendre aux biens pharmaceutiques, notamment. A ce stade, la Commission, qui négocie au nom des Vingt-Sept, n'a obtenu aucune concession.

« Donald Trump ne cherche pas un accord, il n'a pas encore abattu ses cartes. Ce qu'il veut, c'est découdre les réglementations européennes, numériques et sanitaires », argue Elvire Fabry, chercheuse à l'institut Jacques Delors. La Commission, elle, a une obsession : conserver l'unité européenne, ce qui l'a amenée jusqu'ici à refuser le rapport de force avec Washington. Sur le flanc est du Vieux Continent, on veut à tout prix sécuriser le soutien des Etats-Unis en Ukraine et la contribution américaine à la défense européenne. En Allemagne, en Italie et en Irlande, on redoute une guerre commerciale.

Conséquence, l'UE n'a encore pris aucune mesure de rétorsion. Un premier paquet de contre-mesures – des surtaxes portant sur 21 milliards d'euros de biens américains – est prêt, mais, après avoir envisagé de repousser son entrée en vigueur à la fin de l'année, elle l'a finalement décalée au 6 août. Un deuxième (sur 72 milliards d'euros) a été concocté, mais l'exécutif communautaire ne l'a pas encore soumis aux Etats membres pour validation.

« Tout dépendra de l'Allemagne »

Quant au troisième paquet, qui lui permettrait de fermer les marchés publics aux entreprises américaines, de contrôler ses exportations outre-Atlantique ou encore d'imposer des taxes aux géants du numérique, Bruxelles ne l'a pas encore présenté aux Vingt-Sept. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a beau répéter que *« toutes les options sont sur la table »*, elle privilégie un accord, quand bien même celui-ci serait asymétrique.

Relativement isolée, la France milite pour des négociations plus musclées. *« Tout dépendra de l'Allemagne »*, insiste un proche de l'Elysée. Avant de poursuivre : *« Le chancelier, Friedrich Merz, envoie des signaux contradictoires. Tantôt il affirme la nécessité d'une Europe puissance. Tantôt il prend le parti de l'industrie automobile allemande, qui essaie d'obtenir des passe-droits en allant négocier à la Maison Blanche. »*

Emmanuel Macron doit rencontrer M. Merz à Berlin mercredi 23 juillet et il espère que la perspective de droits de douane à 30 % soit suffisamment effrayante pour le faire bouger. Vendredi, lors d'une réunion entre les ambassadeurs auprès de l'UE et le commissaire au commerce, le représentant allemand a montré des signes d'évolution. Berlin ne s'oppose plus à l'utilisation de l'instrument anticoercition.

Sur le front chinois, la Commission n'a pas non plus, jusqu'ici, obtenu de résultat, et il est peu probable que le sommet UE-Chine, prévu à Pékin jeudi 24 juillet, change la donne. Les barrières à l'entrée au marché chinois pour les entreprises européennes sont pourtant de plus en plus nombreuses et le déficit commercial européen s'envole : il a atteint 305 milliards d'euros en 2024.

La fermeture du marché américain ne devrait pas arranger les choses. Les Européens redoutent de voir les surcapacités chinoises se déverser sur leur sol. Dans ce contexte, la Commission utilise de plus en plus ses instruments de défense commerciale contre Pékin. Elle multiplie les enquêtes et a notamment augmenté les droits de douane sur les voitures électriques chinoises.

Mais la Chine riposte et s'en prend tour à tour au cognac ou aux dispositifs médicaux européens, quand elle ne menace pas de ne plus livrer aux Européens des produits dont ils sont dépendants. Depuis avril, elle restreint ainsi ses exportations de terres rares, ce qui inquiète l'industrie européenne, à commencer par les constructeurs automobiles. « *La situation est intenable* », juge un responsable européen, et si cela devait durer, « *l'UE défendrait ses intérêts* ».

Etats-Unis, Chine : l'UE va devoir trouver une issue de secours, si elle ne veut pas être la victime impuissante de l'affrontement entre les deux premières puissances mondiales. Mais, dans les deux cas, il lui est d'autant plus difficile d'arrêter une stratégie que les intérêts des Etats membres divergent et que les enjeux dépassent largement le cadre commercial.

M. Trump attend des Européens qu'ils se rangent à ses côtés contre Pékin, ce dont certains Etats membres soucieux de leurs exportations, à commencer par l'Allemagne, ne veulent pas entendre parler. D'autres imaginent que l'offensive américaine pourrait rapprocher l'Union de la Chine. « *Le vrai défi structurel pour l'Europe, c'est la Chine, et les menaces de Trump risquent de nous distraire de cet enjeu* », redoute Elvire Fabry.

Des tests à l'embauche qui interrogent

TRAVAIL Les outils psychométriques comme Insights MDI sont utilisés de longue date lors de recrutements ou pour tenter de mieux se comprendre entre collègues. Mais ils sont critiqués au niveau scientifique. Nous nous sommes testés pour vous

JULIE EIGENMANN

«Classez les ensembles de mots: (1) ceux auxquels vous vous identifiez le PLUS à (6) ceux auxquels vous vous identifiez le MOINS: être un meneur, protéger mes croyances, apprécier la beauté ou la nature, optimiser mon temps, servir les autres, développer mes connaissances.»

Voici l'une des questions, un peu déconcertante, du test INSIGHTS MDI®, «outil d'évaluation qui permet une meilleure connaissance de soi et des autres»: il existe depuis des décennies et reste aujourd'hui encore très souvent utilisé par les entreprises, cabinets de recrutement et autres, en Suisse et à travers le monde. Vous l'avez peut-être vous-même effectué ou en avez entendu parler lorsqu'un collègue vous a rapporté fièrement appartenir lui-même à la catégorie des «rouge flamboyant». Un peu cryptique pour les non-initiés.

Jung comme référence

C'est que le rapport rendu met bien en avant certaines «couleurs» liées à la personnalité. Mais se revendiquer ainsi de l'une ou de l'autre relève d'une simplification,

réagit Sylvie Casabianca, consultante senior et coach certifiée qui travaille pour OtherWise9, société de services en ressources humaines à Genève qui utilise ces tests. Plusieurs entreprises proposent des évaluations aux allures similaires mais aux méthodologies différentes, parmi lesquelles Insights Discovery créé en Ecosse, et celui que nous avons effectué, INSIGHTS MDI® (Management Development Instruments) dont l'entreprise américaine TTI Success Insights est à l'origine. La société Scheelen en est le distributeur en Suisse.

En matière de méthodologie, ces tests se réfèrent entre autres à la théorie des types psychologiques proposée en 1921 par le psychiatre suisse Carl Jung, qui établit notamment des préférences en matière de prise de décision (pensée ou sentiment), ainsi que des attitudes (extraversion ou introversion).

Une première partie du test, effectuée en une vingtaine de minutes, se base sur le comportement, et la seconde sur les motivations. Difficile, en répondant à ces deux séries de questions, d'imaginer qu'il sera possible d'en tirer des conclusions. Un algo-

rithme produit pourtant un rapport de 50 pages. Qui me présente notamment à travers une combinaison de «styles», soit plus ou moins «rouge flamboyant», si je suis plutôt directive et orientée résultats, ou «jaune soleil» (enthousiaste et relationnel), «vert calme» (empathique et loyal) ou enfin «bleu glacial» (analytique et structuré). Dans mon cas, le vert et le jaune priment. Le tout à mettre en lien avec des orientations extraverties ou introverties et «pensées» ou «sentiments», et des «motivations» différentes plus ou moins prononcées, cognitives, esthétiques, sociales, individualistes, traditionnalistes et utilitaires.

«Inviter à se questionner»

«Nous passons une heure à expliquer les résultats du rapport, ce n'est pas juste une couleur, la tendance aujourd'hui est de vouloir «résumer» ce type de test, mais dans ce cas, c'est caricatural», avertit Sylvie Casabianca, formée à la restitution de ces évaluations. Les résultats peuvent contribuer à départager deux ou trois candidats en fin de processus, parce qu'une entreprise cherche une équipe équilibrée en termes de



«Les résultats ne sont pas 100% exacts mais ils donnent une tendance»

SYLVIE CASABIANCA, CONSULTANTE COACH CHEZ OTHERWISE9

peut être mal prise par un autre, qui a simplement d'autres besoins. Les résultats ne sont pas 100% exacts mais ils donnent une tendance qui invite à se questionner. Le rapport donne, par exemple, des conseils de communication lorsque l'on s'adresse à tel ou tel profil.

«Comme un horoscope»

Ne peut-on pas tricher, pour donner une certaine image de soi? «Les questions répétitives et croisées et la nécessité de devoir par moments choisir entre la peste et le choléra rendent difficile la manipulation du test», répond Sylvie Casabianca. Le rapport différencie aussi sur la base des réponses le «style naturel» et le «style adapté» à l'environnement de travail.

A la lecture du rapport, on constate avec surprise qu'il nous correspond en effet sur une grosse majorité des points. Mais dans la liste «de ce qui est à EVITER lorsqu'on s'adresse à Julie», par exemple, figure: «Faire des promesses que vous ne pouvez pas tenir.» N'est-ce pas vrai pour tout le monde? «Certains sont moins exigeants sur les engagements. Je lis de nombreux rap-

orts et ils ne sont jamais les mêmes», développe la consultante.

Adrian Bangerter, professeur à l'Institut de psychologie du travail et des organisations de l'Université de Neuchâtel, est pour sa part dubitatif. «Les tests de personnalité sont dans tous les cas un peu moins valides que d'autres outils qui mesurent la performance, dans le sens où les personnes se prononcent sur elles-mêmes et où certains traits s'expriment très différemment selon la situation et qui nous fait face. Et les tests Insight MDI ne sont pas basés sur une théorie de la personnalité validée scientifiquement. Il s'agit plutôt d'une réflexion théorique de Carl Jung.»

Le professeur comprend le souhait à travers ces tests de vouloir réduire l'incertitude que représente un recrutement. Et salue le principe de discuter des différents besoins des uns et des autres. «Mais il faut que la théorie de personnalité de base ait un sens, sinon c'est comme un horoscope, on interprète tout de la façon dont cela nous parle», conclut-il.

Quelle est la devise de «Julie», selon le rapport Insight MDI? «Les faits sont les faits.» ■

Der Schweiz fehlen bald 400 000 Beschäftigte

Die Babyboomer gehen in Pension – das Wirtschaftswachstum gerät in Gefahr

ALBERT STECK

Trump, Trump, Trump: Die erratische Zollpolitik des US-Präsidenten dominiert das Wirtschaftsgeschehen. Doch die gegenwärtige Hektik vernebelt den Blick auf Faktoren, welche für den langfristigen Wohlstand mindestens so bedeutsam sind. Vor allem die tiefe Geburtenrate lädt die Wirtschaft zunehmend. Die OECD, die als Klub der reichen Länder gilt, warnt im jüngsten Beschäftigungsreport von Anfang Monat eindringlich vor den negativen Folgen der Demografie. So wird sich das Wachstumstempo in den westlichen Ländern um etwa 40 Prozent verringern. War bisher ein jährlicher Pro-Kopf-Zuwachs beim Bruttoinlandprodukt (BIP) von 1,0 Prozent die Norm, fällt dieser Wert in den kommenden drei Jahrzehnten auf nur noch 0,6 Prozent.

Der demografische Gegenwind wirkt allerdings nicht in allen Ländern gleich stark. Laut OECD bleiben etwa die USA weitgehend verschont von dieser Wachstumseinbusse. Das Land profitiert davon, dass die Geburtenrate bis vor einigen Jahren noch über einem Wert von 2 lag. Inzwischen kommen zwar auch dort lediglich 1,6 Kinder pro Frau auf die Welt. Doch die Schweiz hat eine solche Geburtenrate letztmals in den 1970er Jahren erreicht. Nun ist sie gar auf unter 1,3 gesunken.

Entsprechend prognostiziert die OECD für die Schweiz, wie auch für die meisten umliegenden Länder wie Deutschland, Österreich oder Italien, einen deutlich stärkeren Rückgang des Wachstums als die durchschnittlichen 40 Prozent. Eine exaktere Schätzung nennt die Organisation allerdings nicht. Dafür zeigt die Schweizerische Nationalbank (SNB) in einem neuen Forschungsbericht detailliert auf, wie stark der fehlende Nachwuchs die Wirtschaft bremst.

Grosse Lücke trotz Zuwanderung

Laut dem Bericht werden in den kommenden zehn Jahren insgesamt 400 000 junge Menschen weniger in den Arbeitsmarkt nachrücken, als ältere ausscheiden. Zwar besteht das Manko an inländischen Arbeitskräften schon heute. Derzeit steht der Saldo bei minus 25 000 – das heißt, um so viele Personen würde die Bevölkerung im arbeitsfähigen Alter pro Jahr schrumpfen, wenn es keine Zuwanderung gäbe. Jetzt aber wird sich diese demografische Lücke in wenigen Jahren auf 50 000 verdoppeln, weil die Generation der Babyboomer vor einer Pensionierungswelle steht.

Bisher hat die Schweiz ihre fehlenden Arbeitskräfte im Ausland rekrutiert. Wie stark dieser Effekt zum Tragen gekommen ist, verdeutlicht ein Beispiel aus der Studie: 133 000 Personen in der Schweiz stehen derzeit im 35. Altersjahr. Doch nur gerade 93 000 von ihnen wohnten bereits vor 15 Jahren in der Schweiz. Somit sind bei die-

sem Jahrgang 40 000 – fast ein Drittel – als Zugewanderte hinzugekommen.

In ihrem Beschäftigungsbericht geht die SNB davon aus, dass sich die Zuwanderung bei insgesamt 56 000 Personen pro Jahr stabilisieren wird. Unter dieser Prämisse wird die Erwerbsbevölkerung in den kommenden zehn Jahren um 310 000 zunehmen. Das mag auf den ersten Blick nach viel aussehen. Effektiv aber bedeutet es im Vergleich zu bisher mehr als eine Halbierung. Denn im letzten Jahrzehnt wuchs die Zahl der Beschäftigten noch um 670 000.

Mehr oder effizienter arbeiten

Die SNB-Studie nennt verschiedene Möglichkeiten, um das langsamere BIP-Wachstum zu kompensieren: Mehr Menschen im arbeitsfähigen Alter könnten einen Job annehmen. Zudem könnten die Beschäftigten mehr Stunden arbeiten. Als weitere Optionen erwähnt der Bericht ein höheres Rentenalter sowie eine stärkere Zuwanderung von Arbeitskräften.

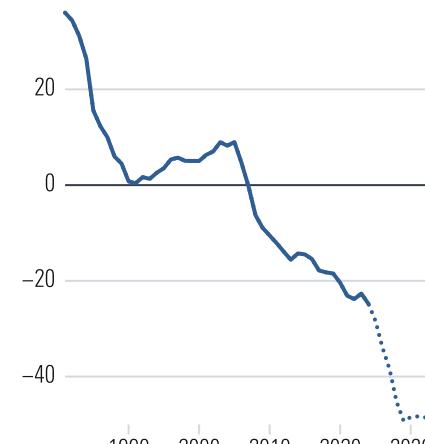
Der Erfolg dieser Rezepte bleibt indes ungewiss: Eine spätere Rente sowie eine anhaltend hohe Immigration stossen in der Bevölkerung auf Widerstand. Überdies ist die Erwerbsbeteiligung bereits sehr hoch und lässt sich somit kaum noch steigern. Und die Arbeitsdauer pro Erwerbsperson ist rückläufig. Seit 1980 sank sie von 38 auf 30 Stunden pro Woche, namentlich durch den Boom der Teilzeitpensen.

Bleibt als letztes Mittel die Steigerung der Effizienz. So könnte die künstliche Intelligenz zu einer höheren Arbeitsproduktivität beitragen. Auch diese Fortschritte waren in den letzten Jahren allerdings rückläufig. Dies kann an fehlenden technischen Innovationen oder weniger attraktiven Rahmenbedingungen für die Wirtschaft liegen.

Die Erwerbsbevölkerung schrumpft

Entwicklung der inländischen Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter, in Tausend

↗ Prognose (ab 2025)



À quel point le salaire minimum cantonal est-il véritablement respecté?

Enquête Des employeurs sous-paient leur personnel, au mépris de la loi. Livreur, serveur ou encore courtier qui gagnent moins que ce qu'exigent certains cantons romands témoignent.

Salomé Philipp

Alors que le débat sur les salaires minimums cantonaux fait rage à Berne, nous nous sommes penchés sur leur mise en œuvre concrète là où ils sont en vigueur.

En Suisse romande, les cantons de Genève, de Neuchâtel et du Jura ont adopté un salaire minimum, qui évolue chaque année et qui peut dépendre de la branche d'activité. Mais cette obligation n'est pas respectée par tous les employeurs, comme nous avons pu le constater.

«Je sais que je ne suis pas payé au salaire minimum, mais j'ai besoin d'argent», témoigne Nolan*, qui travaille depuis trois ans en tant que livreur pour une pizzeria dans un petit village neuchâtelois. Avec ses 17 francs l'heure, il touche un revenu bien inférieur aux 21 fr. 31 fixés par le Conseil d'État neuchâtelois pour 2025.

À Genève, Julio* travaille dans un bar des Eaux-Vives, où il ne gagne que 22 francs l'heure, alors que le salaire minimum cantonal est actuellement de 24 fr. 48 l'heure. Le serveur ne reçoit par ailleurs aucune compensation financière pour ses heures de travail les soirs ou les jours fériés, contrairement à ce qu'exige la loi. Son employeur engage principalement de jeunes adultes.

«Toute la chaîne impactée»

«Certains de mes collègues doivent cumuler plusieurs petits jobs pour s'en sortir», témoigne le jeune homme.

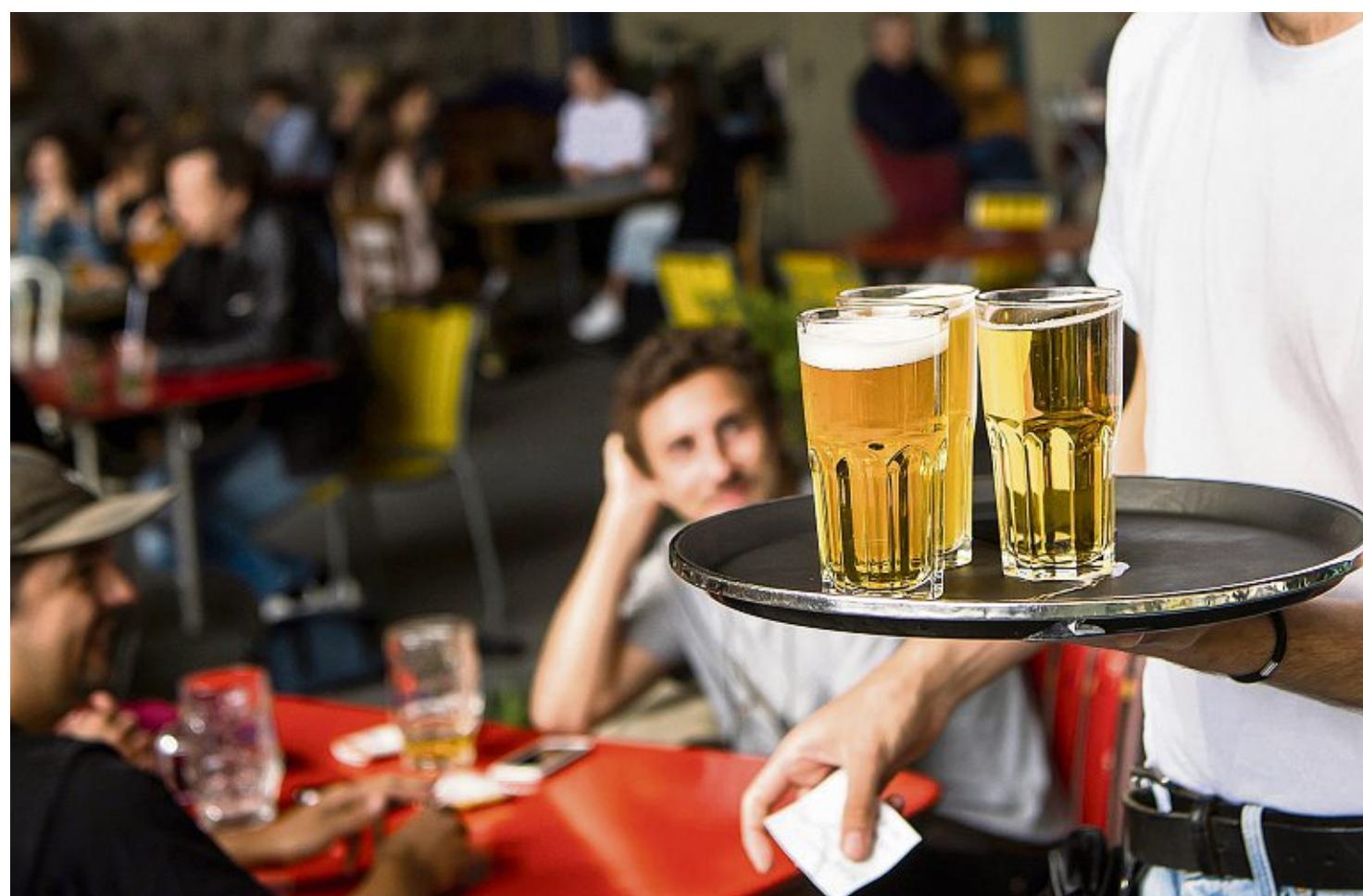
Si le salaire est trop bas, les tâches, elles, sont exigeantes tant du point physique que mental. Entre la préparation des boissons et des mets et le service, Julio doit régulièrement gérer des clients saouls et leurs comportements inadéquats. Son employeur restant sourd à ses tentatives de dialogue, il songe désormais à démissionner.

En Suisse romande, les restaurateurs peinent à boucler leurs fins de mois, et les employés en pâtissent. Nolan en a conscience: «Je sais que si mon patron ne me paie pas davantage, c'est parce qu'il ne peut pas», affirme le livreur. Des difficultés dont se fait écho Jean*, restaurateur depuis près de trois décennies et gérant d'un établissement à Genève: «C'est une profession malmenée. Les loyers sont très chers et l'augmentation des coûts de l'électricité impacte toute la chaîne d'approvisionnement.»

Pris en étau entre la hausse des charges et la peur de faire fuir la clientèle, beaucoup finissent par répercuter la pression financière sur leur personnel. Jean assure n'avoir jamais fait l'objet de contrôle sur le respect du salaire minimum.

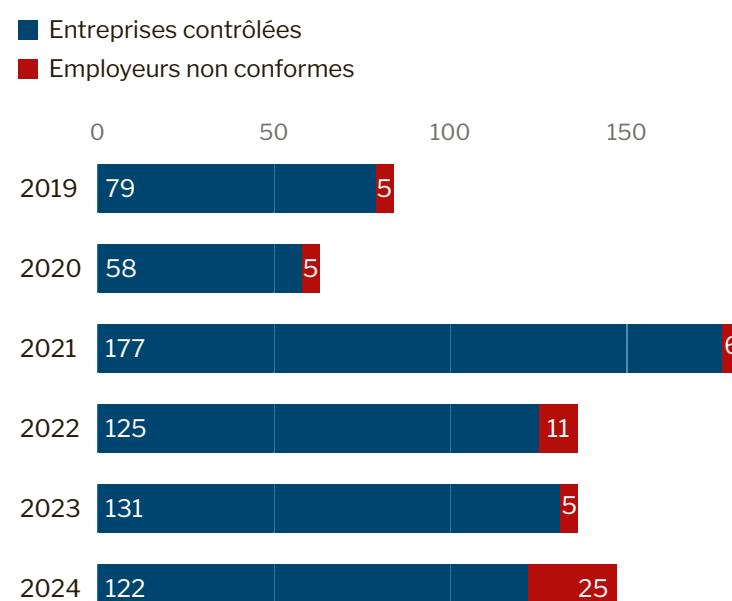
Un cadre légal nouveau

Nouveau venu sur le territoire helvétique, le salaire minimum n'est en vigueur que dans cinq cantons suisses. C'est dans celui de Neuchâtel, pionnier en la matière, qu'il est d'abord introduit en 2017. Puis, il est adopté dans le Jura en 2018, à Genève en 2020, au Tessin en 2021 et à



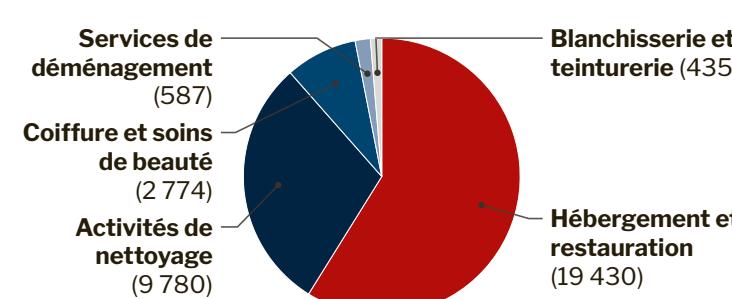
Dans la restauration en particulier, les employés pâtissent des difficultés financières rencontrées par leurs patrons. Keystone

Employeurs non conformes en fonction des années dans le canton de Neuchâtel



Graphique: Dhl, Spp; Source: Rapports sur le salaire minimum du canton de Neuchâtel

Métiers les plus touchés par les infractions sur le salaire minimum à Genève



Graphique: Dhl, Spp; Source: Département de l'économie et de l'emploi du canton de Genève

Bâle-Ville en 2022. Dans chaque canton, le Conseil d'État détermine le salaire minimum selon le coût de la vie.

Professeure de droit du travail à l'Université de Genève, Karine Lempen explique: «Chaque canton a ses propres législations, ses propres organes de contrôle et de sanction.» À Neuchâtel, par exemple, lorsque l'office compétent constate une infraction, la première étape consiste à tenter une conciliation. Si cela ne fonctionne pas, la commission tripartite du canton peut intervenir, avec comme ultime recours le Ministère public.

«Les cas portés en justice concernent principalement les peines pécuniaires infligées aux employeurs par les autorités de contrôle cantonales, affirme Karine Lempen. Il y a peu de plaintes des employés.»

Dans le canton de Neuchâtel, plus d'un employeur contrôlé sur cinq ne rémunérait pas correctement ses employés en 2024. Ces chiffres, révélés par le rapport de la commission tripartite sur le salaire minimum, reflètent une nette augmentation par rapport aux années précédentes. Parmi les 25 entreprises contrevenantes, 3 étaient issues du secteur de la restauration et de l'hébergement, soit 12%.

Malgré des chiffres relativement élevés, les autorités se veulent rassurantes. Selon elles, les contrôles menés, le devoir de remboursement et les potentielles sanctions pénales suffisent à exercer un effet dissuasif. Elles considèrent que l'effectif actuel de contrôle «remplit son rôle de conseil et de surveillance au vu des infractions limitées sur l'ensemble des sept années d'observation».

Les responsables du dossier ajoutent que les infractions sont

liées à «la méconnaissance de certains employeurs, qui ne sont pas forcément soutenus par des associations professionnelles et qui n'ont pas saisi les subtilités de calcul et d'application du salaire minimum». Ils estiment en outre que leur récente augmentation découle probablement de «la plus grande variété des domaines contrôlés par rapport aux années précédentes».

«Je sais que si mon patron ne me paie pas davantage, c'est parce qu'il ne peut pas.»

Nolan*
Livreur

L'Office des relations et des conditions de travail (ORCT) surveille les salaires en vigueur au sein des entreprises. Elle opère selon des dénonciations, des plaintes, des informations externes et des observations du marché du travail.

À la suite de ces interventions, plusieurs conciliations ont eu lieu entre employeurs et travailleurs: 54'000 francs ont ainsi été remboursés à 79 employés léssés. Selon la commission, la plupart des contrevenants ont versé les salaires dus dès le premier avertissement des autorités pour l'année 2024.

Lourde amende à Genève

À Genève, où la réglementation sur le salaire minimum relève aussi des compétences cantonales, le fonctionnement diffère de celui de Neuchâtel. Les rapports publiés y sont également

moins détaillés concernant les infractions constatées.

Selon l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (Ocirt), lorsqu'une entreprise est en infraction, la priorité consiste à obtenir une mise en conformité, notamment par le rattrapage des salaires dus. La plupart des employeurs s'y soumettent. Quelques-uns, toutefois, préfèrent s'acquitter directement de l'amende, plus lourde, en cas d'absence de régularisation. Elle peut atteindre 30'000 francs, voire le double en cas de récidive. D'autres encore contestent, sans succès à ce jour, les décisions de l'inspection jusqu'au Tribunal fédéral.

Parmi les infractions courantes commises par les employeurs pour contourner la réglementation sur le salaire minimum, l'inspection du travail constate de nombreux cas de stages qui ne remplissent pas les critères d'exemption prévus par la loi, et qui sont à ce titre abusifs. Parmi eux, des stages dits «de formation» qui ne sont liés à aucune institution reconnue et pour lesquels aucun objectif pédagogique n'est fixé.

L'Ocirt a aussi lancé sa première campagne de contrôles d'office dans des secteurs où la rémunération repose principalement sur la perception de commissions. Ce type de contrôle, mené à l'initiative de l'office sur la base d'une analyse de risques, explique en partie un taux élevé d'infractions constatées – près d'une entreprise sur deux. Les inspections peuvent être lancées pour différentes raisons, les plaintes et dénonciations menant fréquemment à la découverte d'une faute de l'employeur.

Profession instable

Selon nos informations, un secteur d'activité en particulier est problématique: celui de courtier en assurance. Milo*, ancien courtier, ne dira pas le contraire. Dans le cas du jeune homme, aucun revenu mensuel n'était garanti: s'il ne parvenait pas à convaincre des clients d'opter pour l'assurance qu'il proposait, il ne gagnait rien. Car le métier repose souvent sur une rémunération composée de commissions, sans revenu fixe – ce qui crée une pression immense.

«J'étais étudiant. Si j'avais eu une famille, des charges, j'aurais détesté ce travail», confie Milo. Il ajoute que les départs réguliers d'employés et le stress constant rendent la profession instable et difficile. Il raconte que les jeunes recrues, fortement incitées à exploiter leur entourage pour signer des contrats, devaient atteindre rapidement des objectifs, sous peine d'être licenciées durant les deux premiers mois.

«Au début, on pense qu'on peut se faire beaucoup d'argent, affirme-t-il. Mais une fois qu'on a épousé tout notre réseau, alors la tâche se complique. Ceux qui ont pris des engagements financiers importants se retrouvent fauchés.»

* Prénoms d'emprunt

Un bus à haut niveau de service relie enfin Gex à Cornavin

Grand Genève Opérationnelle depuis 2023, cette ligne a été pleinement achevée cette année. Elle permet de raccorder la France voisine au centre-ville en quarante minutes.

Emilien Ghidoni

C'est un grand bol d'air pour le nord du Grand Genève. Ce dernier devrait bientôt voir son taux de congestion baisser. Les autorités françaises et genevoises ont inauguré ce vendredi le déploiement total du bus à haut niveau de service (BHNS) entre la ville de Gex et la ville de Genève. Avec un itinéraire aménagé en site propre, ce transport vise à détourner les pendulaires de leurs voitures.

Gain de vingt minutes

Le tracé reprend peu ou prou celui des lignes 60 et 61 (anciennement bus F), qui voient leur temps de trajet sensiblement réduit grâce aux divers aménagements pour leur faire éviter les bouchons durant les heures de pointe. Les travaux ont démarré dès 2018 et ont permis de réaménager les 17 kilomètres qui séparent Gex du centre-ville de Genève.

Pour donner une idée des améliorations, notons qu'un trajet entre Genève et Gex durait environ une heure en 2025. Désormais, il faudra compter environ quarante et une minutes aux heures de pointe.

Comment expliquer une telle réduction du temps de trajet? Côté français, l'agglomération du Pays de Gex et le Département de l'Ain ont réaménagé plusieurs carrefours, les dotant d'une voie réservée aux bus et leur permettant d'éviter les bouchons. À Genève, les autorités ont reconfiguré l'itinéraire des lignes 60 et 61 afin de leur permettre de passer via le tunnel des Nations, raccourcissant sensiblement la durée du trajet.

Une ligne encore plus rapide

La montée en puissance du BHNS s'est faite petit à petit dès 2023, jusqu'à l'aménagement complet du réseau en décembre 2024. Désormais, les pendulaires pressés pourront emprunter la

«Ce renforcement de l'offre de transports publics est une étape essentielle pour réduire la pression automobile frontalière à Genève, se réjouit Pierre Maudet, magistrat chargé du Département des mobilités. Cette connexion directe au centre-ville sera complétée, dès le mois de décembre 2028, par le tram des Nations, une nouvelle alternative rapide et fiable pour celles et ceux qui traversent la frontière quotidiennement.»

Pierre Maudet
Conseillé d'État chargé du Département des mobilités

ligne 61 aux heures de pointe, qui dispose de moins d'arrêts et d'un itinéraire séparé des voitures. La 60, quant à elle, desservira tous les arrêts historiques de la ligne F, avec une cadence un peu plus basse.

«Ce renforcement de l'offre de transports publics est une étape essentielle pour réduire la pression automobile frontalière à Genève, se réjouit Pierre Maudet, magistrat chargé du Département des mobilités. Cette connexion directe au centre-ville sera complétée, dès le mois de décembre 2028, par le tram des Nations, une nouvelle alternative rapide et fiable pour celles et ceux qui traversent la frontière quotidiennement.»

Et les aménagements du BHNS semblent déjà porter leurs fruits. L'agglomération du Pays de Gex relève qu'en 2019, les lignes 60-61 recensaient 672'488 montées. Cinq ans plus tard, en 2024, on en comptait 867'776.

Feu vert à la Voie bleue

Mobilité ► La Voie bleue, un projet de ligne lacustre reliant les deux rives du canton de Genève, devrait être mise en service le 15 septembre. L'Office fédéral des transports (OFT) a donné son autorisation pour exploiter la ligne.

Le feu vert de l'OFT marque la dernière étape de six ans de travaux, ont indiqué vendredi les partenaires du projet et la Compagnie générale de navigation (CGN) dans un communiqué. Le projet prévoit de relier par le lac Corsier-Port à Bellevue-Saladin en seulement quinze minutes au lieu d'une heure trente en transport terrestre.

La Voie bleue est un partenariat public-privé porté par douze communes genevoises de la rive gauche et de la rive droite, la CGN ainsi que des partenaires privés, dont Lombard Odier et le groupe Richemont. Elle bénéficie du soutien du canton de Genève.

«La Voie bleue concrétise une vision simple: voir le Léman comme une opportunité pour offrir une mobilité durable, confortable et multimodale et inscrite en parfaite complémentarité avec l'offre existante», relève Benoît Gaillard, président de la CGN, cité dans le communiqué.

Les débarcadères choisis sont situés à proximité des arrêts de TPG et du Léman Express (sur la rive droite), et connectés aux pistes cyclables. Les bateaux sont aménagés de sorte à permettre l'embarquement de vélos et trottinettes.

Le lancement débutera par une phase test de trois ans, en utilisant uniquement des infrastructures existantes. Si cette phase est concluante, un bateau zéro émission sera mis en service. L'intégration future de la ligne au système tarifaire Unireso fait également partie des projets des partenaires de la Voie bleue, poursuit le communiqué.

LE COURRIER
LUNDI 21 JUILLET 2025

Dans sa décision, l'OFT a retiré l'effet suspensif à un éventuel recours, de sorte que la Voie bleue sera comme prévu mise en service le 15 septembre 2025.

Les opposants au projet ne baissent cependant pas les bras: «Mes mandants s'étaient préparés à cette éventualité et ont déjà décidé de recourir au Tribunal administratif fédéral, qui sera saisi ces tout prochains jours», a annoncé leur avocat Romain Jordan vendredi soir dans un communiqué. «La décision de concession est même déclarée exécutoire en cas de recours. C'est du jamais vu», a-t-il regretté. **ATS**

Les éoliennes, un marché contradictoire

RENOUVELABLE Dans certains milieux politiques et économiques, on a envie de croire que ce mode de production d'énergie est en crise. Le britannique BP a d'ailleurs annoncé vendredi la vente de ses activités éoliennes terrestres aux Etats-Unis

RICHARD ÉTIENNE

Le groupe pétrolier britannique BP, en difficulté financière, a annoncé vendredi la vente de ses activités éoliennes terrestres aux Etats-Unis à l'entreprise LS Power. Cette opération, dont le montant n'est pas précisé, concerne dix parcs éoliens dans sept Etats américains. La décision a été prise dans le sillage d'un renoncement, annoncé en février, à une stratégie climatique ambitieuse pour se recentrer sur le pétrole et le gaz, au grand dam des organisations de défense de l'environnement.

Elle s'inscrit aussi dans un contexte de signaux contradictoires dans l'industrie éolienne. Les besoins pour cette forme d'électricité renouvelable particulièrement efficaces l'hiver – quand l'électricité manque – sont réels mais des obstacles économiques, politiques et logistiques entravent son développement. Le déploiement de ces hélices, qui était comparable à celui du solaire il y a 10 ans, est d'ailleurs désormais beaucoup plus lent. En même temps, jamais le monde n'a installé autant d'éoliennes que l'an dernier.

Le développement du solaire et de l'éolien est souvent comparé, notam-

ment parce que ces énergies sont relativement nouvelles et complémentaires. Le vent tend en effet à être plus fort en hiver, lorsque l'ensoleillement est faible.

L'essor plus rapide du solaire s'explique toutefois aussi parce que les panneaux, en général de petite taille, peuvent être installés n'importe où (sur un toit, dans un parking ou un champ) là où une éolienne est massive. Plus elle est grande, plus elle est efficace. En Chine, la plus haute a quasiment la taille de la tour Eiffel. Ce gigantisme requiert toutefois l'utilisation de grues géantes ou de navires pour les installer et suscite des oppositions, car elles peuvent gâcher le paysage.

En outre, si l'essor de la production de modules photovoltaïques en Chine a permis de réduire leurs coûts à des niveaux historiquement bas, c'est moins le cas pour les éoliennes où l'Europe joue un rôle beaucoup plus important tout au long de leur chaîne d'approvisionnement.

Tensions dans les chaînes logistiques

Dans un rapport publié cet été, le Boston Consulting Group indique que l'éolien offshore est confronté à une hausse des coûts et des tensions dans les chaînes logistiques qui compromettent la viabilité économique de nombreux projets.

Aux Etats-Unis, Donald Trump dit ne pas vouloir que des éoliennes soient construites sous sa prési-

dence. En France, un moratoire a été adopté en juin à l'Assemblée nationale sur le développement de nouvelles installations éoliennes et photovoltaïques, des énergies considérées comme trop intermittentes et coûteuses, avant d'être rejeté. La production éolienne hexagonale a d'ailleurs baissé en 2024 (46,9 TWh contre 50,9 TWh en 2023).

L'éolien offshore est confronté à des difficultés qui compromettent la viabilité économique de nombreux projets

La Suisse recense 47 de ces machines – neuf sont en construction dans les cantons d'Uri et de Vaud – contre près de 1500 en Autriche, un pays où les conditions sont comparables.

«A l'échelle mondiale, le solaire, l'éolien et les batteries se sont déployés beaucoup plus vite que ce qu'avaient prévu les scénarios de référence. Les milieux pétroliers en souffrent, ce qui se traduit par des attaques politiques et médiatiques un peu partout», estime Lionel Perret, le directeur de Suisse Eole, une association de promotion de cette énergie. «C'est dans les pays où il y a le plus d'éoliennes que

le déploiement avance plus vite», affirme-t-il car «les impacts craints sont supérieurs aux impacts réels» et qu'on s'en rend plus compte dans les pays où elles sont largement présentes.

Deuxième source d'électricité en Europe

En 2024, l'Allemagne a ajouté la plus grande capacité d'énergie éolienne en Europe (4 GW), sur terre ou en mer, devant le Royaume-Uni, la France, la Finlande et la Turquie, selon l'organisation Wind Europe. En Chine, pas moins de 86 GW de puissance éolienne ont été mis en service l'an dernier, selon la World Wind Energy Association qui note que, si l'on ne compte par l'Empire du Milieu, le monde a installé 18% de capacité éolienne en moins en 2024 par rapport à 2023.

En même temps, l'éolien représente depuis deux ans la deuxième source d'électricité produite en Europe, selon l'organisation Ember. Derrière le nucléaire, mais devant le gaz, l'hydraulique et le solaire.

L'énergie solaire aura atteint 90% de la capacité nécessaire pour mettre le monde sur la voie de la neutralité carbone en 2050, prévoit Bloomberg NEF. Le service d'analyses de l'agence anglo-saxonne estime toutefois que, parce que son déploiement est plus lent, l'électricité éolienne ne produira qu'un peu plus des trois quarts de la quantité requise pour respecter l'Accord de Paris à la même date. ■

«Quand l'argent manque, soit on baisse les bras, soit on va à l'essentiel!»

Genève internationale Martine Brunschwig Graf prend les rênes d'une fondation pour aider le secteur en difficulté. L'ancienne magistrate cantonale et conseillère nationale y voit l'occasion d'un rebond plutôt que d'un déclin. Interview.

Marc Bretton

La crise de la Genève internationale peut aussi être l'occasion d'une adaptation et d'un rebond. C'est l'ambition de la fondation créée par le Canton et la Fondation Hans Wilsdorf fin mai, mais opérationnelle depuis quelques jours. Sa présidente, l'ancienne magistrate cantonale et conseillère nationale Martine Brunschwig Graf, dévoile son plan d'action.

Madame Brunschwig Graf, le Conseil d'État vous a nommée à la fin du mois de mai à la présidence de la Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale (FAGI). Qui la compose? Comment allez-vous travailler?

Le conseil de fondation, composé de cinq membres bénévoles, est opérationnel depuis le 8 juillet. Outre moi-même, il comprend deux représentants des fondateurs: Isabelle Harsch, présidente de la Chambre de commerce et directrice d'une entreprise de transport international pour le canton, et Laurence Brenner, responsable en son sein du pôle culture et humanitaire, pour la Fondation Hans Wilsdorf. Le secrétaire d'État adjoint Thomas Gürber, chef de la division ONU, représente la Confédération. Enfin, le directeur de l'Institut de recherche appliquée en économie et gestion, M. Giovanni Ferro Luzzi, qui a réalisé une étude très intéressante sur la Genève internationale en 2023, nous a rejoints.

Le conseil s'appuiera sur une commission consultative de sept membres appelée à donner les préavis sur les projets et qui vient d'être désignée. Début août, la FAGI communiquera aux personnes et milieux intéressés toutes les informations pratiques pour le dépôt des projets: conditions, critères, procédure à suivre; la fondation pourra ensuite entrer dans le vif du sujet: choisir des projets et les financer.

Pour le Canton, votre fondation a pour tâche de «soutenir un secteur crucial pour Genève en l'aïdant à définir de nouveaux modèles de coopération, tout en renforçant son universalité». Comment comprenez-vous cet ordre de mission?

Les coupes financières subies par différentes organisations internationales et organisations non gouvernementales provoquent une restructuration douloureuse pour leurs collaborateurs et les bénéficiaires finaux de leurs activités. Notre objectif est d'aider à passer ce cap en soutenant les projets visant à réorganiser les activités des acteurs, à promouvoir de nouveaux modèles de coopération, de travail et de financement, en vue de gagner plus d'efficience.

Notre but est évidemment de travailler en synergie avec les initiatives lancées par ailleurs par d'autres acteurs, comme la Confédération, la Ville de Genève, la Fondation pour Genève, le Portail des Nations, l'Institut de hautes études internationales et du dé-



Rencontre avec Martine Brunschwig Graf à la Maison de la paix. L'ex-conseillère d'État s'engage aujourd'hui pour la Genève internationale. Laurent Guiraud

«Ni Genève avec 50 millions ni la Suisse avec 270 millions ne pourront se substituer aux donateurs.»

Martine Brunschwig Graf
Présidente de la Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale

veloppement (Iheid), etc. La FAGI ne va pas combler l'argent manquant mais soutenir les projets répondant aux besoins identifiés des bénéficiaires finaux et qui correspondent à notre stratégie globale. Les projets devront venir du terrain. Le DFAE sera consulté pour chaque projet en amont pour veiller à la cohérence et à la convergence des actions. Des indicateurs seront fixés pour mesurer les objectifs atteints.

L'universalité est le troisième moteur de notre action. Il s'agit notamment de prendre des mesures de soutien pour rendre les activités de la Genève internationale accessibles aux délégués de tous les pays (formation, stages, facilitations diverses).

La crise actuelle est liée aux coupes budgétaires décidées par les États-Unis. Arrive-t-on aujourd'hui à mesurer leurs effets actuels? Non, parce que les conséquences des coupes sont en cours de déploiement. Certaines sont directes, d'autres indirectes avec des effets sur le terrain qui se traduisent par des missions abandonnées ou non remplies, et le coût humain qui en découle. En outre, de nombreuses initiatives visent à limiter les conséquences des coupes, comme on l'a vu récemment avec les 270 millions avancés par la Confédération. Mais évidemment, l'affaiblissement de la Genève internationale peut peser sur tous ceux qui en vivent, directement ou plus localement.

Face aux enjeux, les millions débloqués par Genève et la Confédération ne vous semblent-ils pas dérisoires? Ni Genève avec 50 millions ni la Suisse avec 270 millions ne pourront se substituer aux donateurs. Ce ne sont pas les acteurs locaux qui résoudront seuls les problèmes globaux. Notre action vise à provoquer un effet de levier afin de faciliter l'adaptation du système multilatéral, dont le monde a besoin et qui est né à Genève en 1920.

Certains Genevois ont un rapport mitigé à la Genève internationale. Ils ne voient pas pourquoi on fait autant d'efforts pour elle...

Le lien entre notre niveau de vie et la Genève internationale est étroit. Son rôle économique est important, qu'il s'agisse des postes offerts sur le marché du travail, des commandes liées à son fonctionnement pour le commerce de détail, l'hôtellerie-restaurant, les services, la sécurité privée, la construction, etc. C'est un des piliers de l'économie qui a souvent joué un rôle de stabilisateur pendant les crises, par exemple celle des années 90.

Les États se sont longtemps battus pour attirer les organisations internationales chez eux. Est-ce toujours le cas?

La concurrence pour accueillir des organisations internationales ou des ONG se poursuit évidemment avec toutes sortes d'acteurs. Elle ne date pas d'aujourd'hui. En 1995, l'Allemagne réunifiée offrait gratuitement ses locaux à Bonn à l'Organisation mondiale du commerce. Le risque n'est pas tant l'effondrement de la Genève internationale que son étiollement. Or c'est un élément clé de notre dynamisme. Depuis 1995, la Ge-

nève internationale s'est fortement développée, notamment par le renforcement de la présence des ONG. Mais le mouvement inverse est possible si nous ne faisons rien. Nous vivons à l'évidence un moment crucial où notre action peut être décisive. La Genève internationale subit une crise de moyens, mais celle-ci peut aussi être l'occasion d'un rebond, d'une réinvention. Quand l'argent manque, soit on baisse les bras, soit on va à l'essentiel.

Vu la crise, le directeur de la Chambre de commerce propose des mesures pour permettre aux plus qualifiés de poursuivre une activité lucrative en Suisse. De bonnes idées?

Ces propositions s'inscrivent dans une vision plus large de la Genève internationale, qui fourmille de talents et de cerveaux, et qu'il faut conserver autant que possible, notamment parce qu'ils correspondent aux besoins des entreprises et soutiennent leur compétitivité.

Les organisations internationales sont victimes d'une crise de légitimité. La politique du fait accompli est de saison, y compris de la part de démocraties. Est-il possible de lutter

contre une tendance aussi lourde?

On peut lutter contre tout! Le succès n'est jamais garanti, mais qui ne tente rien n'a rien. En outre, notre action dépasse les considérations économiques. Elle participe de la défense de la démocratie, qui porte en elle la participation de tous aux décisions, le refus de la politique des blocs où l'un triomphe de l'autre et certains restent en état de dépendance. La Suisse a une expérience, un savoir-faire démocratique à faire valoir, fondé sur l'éducation des citoyens et une information libre et non monopolistique. Cela fait partie des atouts.

Martine Brunschwig Graf, à 75 ans, vous êtes toujours au cœur de la mêlée. Quel est votre moteur?

La Genève internationale et l'importance qu'elle revêt pour la vie de tous les habitants de Genève me tiennent à cœur. Même si je n'ai pas recherché ce mandat, j'ai accepté après avoir été sollicitée, quand j'ai compris que mon profil un peu particulier correspondait aux besoins. J'ai eu la chance durant ma vie d'occuper des fonctions passionnantes et diversifiées, et j'ai toujours considéré qu'un engagement bénévole et civique était une façon de restituer un peu ce dont j'avais bénéficié.

Le canton subit fortement la contraction du système de coopération internationale

Budget en berne Les coupes touchant les agences et programmes de l'ONU pourraient atteindre les 20'000 à 30'000 emplois.

Olivier Bot

À l'ONU, le compteur des suppressions de postes s'affole: 20, 25, peut-être 30'000 emplois touchés. Et la Genève internationale est bien la principale victime de cette contraction du système onusien.

Les coupes budgétaires de l'administration Trump sur l'aide internationale américaine ont un effet catastrophique alors que les besoins de financement de la coopération internationale augmentent sous le coup du réchauffement climatique et des conflits en cours.

Trésorerie mise à mal

À ces coupes trumpistes s'ajoutent «les arriérés et cotisations 2025 des États-Unis pour un montant de 1,5 milliard de dollars, souligne Wayan Vota, fondateur de Career Pivot, qui a recensé les emplois menacés dans les agences onusiennes.

À ces baisses drastiques de financement s'ajoute également

une trésorerie déjà mise à mal par «le non-paiement de cotisations de 41 des États membres de l'ONU sur 193 et la lassitude des donateurs volontaires dont les contributions chutent».

Selon Wayan Vota, la réforme UN80 lancée par le secrétaire gé-

néral de l'ONU, Antonio Guterres, est de plus «devenue le cadre d'une réduction systémique des effectifs plutôt que la réforme de l'efficacité initialement envisagée».

Geneva Solutions, le média consacré à la Genève interna-

tionale, a fait un point sur les coupes.

«Sur sa plateforme d'emplois, le cabinet Devex enregistre déjà une baisse de 43% des embauches à l'ONU par rapport à l'année dernière, particulièrement pour les missions longues

et temps plein», écrit le site d'information en anglais.

Il note que «plus de 1200 personnes se sont inscrites à la session d'information et de soutien organisé par le Centre d'accueil de la Genève internationale», trahissant une profonde inquié-

tude des salariés internationaux concernant leur emploi.

Signal politique fort

Du côté des États-Unis, le 15 juillet 2025, le Congrès américain a adopté la loi H.R.4 sur les résiliations budgétaires, validant la demande de Donald Trump d'annuler 9 milliards de dollars de crédits non décaissés, dont près de 400 millions destinés aux Nations Unies.

Parmi les coupes: 361 millions pour le maintien de la paix et 33 millions pour le budget ordinaire de l'ONU.

Bien que ces fonds n'aient pas encore été versés, cette décision marque un signal politique fort. Elle s'inscrit dans une logique plus large: le projet de budget 2026, encore en discussion, prévoit une baisse massive des contributions américaines aux organisations multilatérales, rapportées de 1,54 milliard à 264 millions, et élimine les contributions volontaires aux agences de l'ONU.

Bilan des postes supprimés

ONU sida La plus grande coupe touche le programme ONU sida. Sur 280 postes, 153 vont disparaître. Son siège à Genève va passer de 127 à 19 employés.

Gavi L'Alliance du vaccin a annoncé 155 suppressions d'emplois à son siège du Grand-Saconnex.

OIM L'Organisation internationale pour les migrations licencie 3200 agents sur 22'000, selon Career Pivot. Geneva Solutions précise que 200 postes sont supprimés au siège genevois.

OIT L'Organisation internationale du travail emploie 3654 agents

dont 1255 à son siège, à Genève. Des lettres de résiliation ont été envoyées à 190 employés dont les projets ont été arrêtés après les coupes Trump, 92 ont été réaffectés au terrain.

HCR L'agence de l'ONU pour les réfugiés supprime plus de 30% de ses effectifs dans le monde, soit 3500 emplois et des centaines de contrats temporaires.

OMS L'Organisation mondiale de la santé va couper un cinquième à un quart de ses effectifs. Un pourcentage qui pourrait atteindre les 40% au siège à Genève et ses 2600 salariés, soit plus de

1000 postes. Par ailleurs, une centaine de temporaires n'ont pas été renouvelés et une centaine d'autres ont pris une retraite anticipée, écrit Geneva Solutions.

Secrétariat de l'ONU Selon Career Pivot et Geneva Solutions, 20% des 35'000 agents, soit 6900 postes pourraient disparaître. À Genève, une liste des quelque 1000 postes pouvant être délocalisés est en cours de rédaction.

CNUCED L'Agence pour le commerce et le développement dont le siège est à Genève pense aussi supprimer 70 postes, soit 20% de ses effectifs.

Le PAM Le Programme alimentaire mondial perdrait 6000 de ses 20'000 agents, l'an prochain, selon Career Pivot.

Unicef Le fonds de l'ONU pour l'enfance annonce aussi une coupe de 20% de son effectif, soit 2600 de ces 13'000 emplois en 2026.

OCHA Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pourrait perdre 500 de ses 2600 employés.

FAO L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture se séparerait de 600 personnes.